

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/N/302

23 septembre 1997

(97-3917)

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

Communication des Etats-Unis

L'Organe de supervision des textiles a reçu une communication des Etats-Unis en réponse à la demande de renseignements additionnels qu'il a formulée dans le cadre de la préparation de son rapport général sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant la première étape, conformément au paragraphe 11 de l'article 8.

L'OSpT distribue cette communication aux Membres de l'OMC pour information.

Mission permanente des Etats-Unis
auprès de l'Organisation mondiale du commerce
Genève

Le 7 juillet 1997

Monsieur l'Ambassadeur,

Je me réfère à votre lettre du 12 juin 1997 concernant les questions que l'OSpT souhaite poser aux Etats-Unis sur les points qui seront abordés dans son rapport général sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant la première étape.

Votre première question concerne l'article 1:4 de l'ATV et, plus précisément, la question de savoir si les Etats-Unis ont suivi la lettre et l'esprit de cet article. Je pense que oui. Avant comme après l'entrée en vigueur de l'ATV, mon gouvernement a tenu de nombreuses consultations avec les pays producteurs de coton. Les Etats-Unis prennent au sérieux leurs obligations au titre de l'article 1:4 et ces consultations ont été menées sur cette base. A aucun moment les participants aux consultations n'ont jugé nécessaire d'invoquer directement l'article 1:4. Le gouvernement des Etats-Unis est disposé à engager des consultations avec tout pays producteur de coton désireux de soulever une question conformément aux dispositions de cet article.

En ce qui concerne votre question au sujet des modifications des règles d'origine des Etats-Unis dont il est fait état, il me semble que l'article 4:4 de l'ATV autorise l'introduction de modifications des règles d'origine. De façon générale, les Etats-Unis ne considèrent pas qu'il y a forcément eu une "modification" dans le contexte des requêtes adressées par différents pays, mais l'article 4 de l'ATV reconnaît qu'une modification des règles d'origine peut entraîner les types de désorganisations évoquées dans votre lettre et détermine les procédures à suivre en pareil cas. Par exemple, cet article dispose que, lorsque des modifications sont nécessaires, le pays qui procédera à ces modifications informera les pays affectés et, chaque fois que cela sera possible, engagera avec eux des consultations avant la mise en oeuvre desdites modifications. Dans le cas des questions soulevées à propos des règles d'origine appliquées par les Etats-Unis aux textiles, les modifications en question ont été publiées plus de deux ans avant leur mise en oeuvre. Le public a été invité à formuler des observations sur ces règles avant leur mise en oeuvre, y compris les pays exportateurs qui s'estimaient affectés d'une façon ou d'une autre. Les Etats-Unis ont procédé à des consultations avec un certain nombre de pays avant la mise en oeuvre des règles. Ces consultations ont généralement débouché sur des conclusions mutuellement satisfaisantes. Les Etats-Unis étaient par ailleurs disposés à engager des consultations avec leurs partenaires commerciaux sur les questions qui les préoccupaient.

S'agissant de votre question au sujet de la catégorie 239, le Gouvernement des Etats-Unis n'a éliminé les restrictions dont font l'objet les exportations de produits de cette catégorie pour aucun pays pendant la première étape de la mise en oeuvre de l'ATV.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.

(signé) Rita Hayes
Ambassadeur
Négociateur en chef pour les textiles

Monsieur l'Ambassadeur András Szepesi
Président de l'Organe de supervision des textiles
Organisation mondiale du commerce
Rue de Lausanne
1211 Genève